

La formation de l'hégémonie bourgeoise en Europe de la mi-15^e à la mi-18^e

Pour cette conférence, je vais m'appuyer principalement sur « **Le premier âge du capitalisme, 1415-1763** »¹ d'Alain Bihr, paru en 3 tomes et 4 volumes en 2018 et 2019 chez Syllepses. Un abrégé des 800 pages du tome 2 en 88 pages est à votre disposition dans l'atelier du séminaire.

Introduction

Dans le tome 1 de sa monumentale histoire, A. Bihr analyse en quatre parties (I à IV) l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe, et montre que celle-ci a donné un coup de fouet à la mutation entre le féodalisme et le capitalisme engagée depuis un moment déjà, en plein cœur du Moyen-Âge.

Dans le tome 2, il se propose de montrer comment cette mutation se poursuit entre la mi-15^e et la mi-18^e, et comment elle conduit à la modernité. Pour ce faire, il procède en quatre parties également (V à VIII ; renumérotées 1 à 4 dans les conférences des 7 et 14 décembre) :

1. Dans la 1^{ère} partie, intitulée **Le parachèvement des rapports capitalistes de production**, il nous donne d'abord à voir les différents moments de la formation des rapports capitalistes de production.

¹ Conventions typographiques : **citations d'Alain Bihr**, citations d'autres auteurs, titres de livres.

2. Dans ***Guerres et révolutions***, il explique ensuite que les évolutions n'ont pas été un "long fleuve tranquille", -ni au sein des États, ni entre eux.

Ce sont ces deux premières parties que nous allons envisager aujourd'hui, réservant les deux parties suivantes pour le 14 décembre. Ces deux parties à venir ont pour objet d'expliquer les grandes conséquences des évolutions présentées en I et II.

3. Dans ***La formation de l'Etat capitaliste***, il s'agira tout d'abord d'expliquer que les évolutions ont conduit à la formation des États capitalistes.

4. Et Dans ***L'invention de la modernité***, enfin, on verra que les mêmes évolutions ont conduit à l'invention de la modernité.

A. Bihl résume ainsi son objectif dans ce tome 2 : « ***En somme, il s'agit [...] de montrer comment l'ensemble des transformations économiques, sociopolitiques, institutionnelles et culturelles que l'Europe occidentale a connues au cours de ces trois siècles ont trouvé leurs conditions de possibilité dans son expansion commerciale et coloniale, sans pour autant sous-estimer la synergie propre aux effets induits par cette dernière au sein des formations sociales européennes*** ».

Première conférence

<O>

1. Le parachèvement des rapports capitalistes de production

6 points : 1.Le capital commercial – 2.Le capital financier – 3.Le prolétariat – 4.Le capital industriel – 5.Le marché capitaliste – 6.Les politiques mercantilistes

Ces rapports capitalistes de production comportent quatre aspects, qui sont autant de conditions :

a) Il faut du capital-argent accumulé, ce qui n'est possible que si, au préalable, du capital-marchand (commercial [1.1.] ou financier [1.2.]) s'est accumulé, a été thésaurisé et est prêt à être investi comme capital-argent ;

b) Il faut que les moyens de production et les forces de travail soient transformés en marchandises [1.3.] ;

c) Il faut que le procès de production revête des caractéristiques spécifiquement capitalistes [1.4.], c'est-à-dire qu'il soit productif (efficace, efficient) et profitable (génère un profit) ;

d) Enfin, il faut un marché régulier, étendu et en expansion pour absorber les marchandises produites [1.5. et 1.6.].

Et, en plus de tout cela, il va falloir que les États en cours de constitution apportent leur appui sans faille à toutes ces transformations.

Je vais brièvement évoquer chacun de ces points. Pour plus d'informations, vous pouvez vous reporter à mon abrégé, ou, mieux encore, au livre-même d'Alain Bihl. Cette remarque vaut pour toutes les questions que je vais aborder au cours de cette conférence (et de la suivante).

1.1.Le capital commercial

Celui-ci connaît un mouvement d'accumulation et de concentration important en lien avec l'ouverture de nouvelles routes maritimes en

direction des Amériques, de l'Afrique et de l'Asie. Les compagnies réalisent des bénéfices somptueux. Dans ce contexte, le monde marchand s'étend aussi en Europe, où des nouveaux produits exotiques sont proposés à la vente.

« D'après Pierre Chaunu², l'or et l'argent représentent alors trois fois le commerce de blé, qui est le plus grand commerce de l'ancien monde ».

Les choses s'accéléreront encore au 17^e, quand les Néerlandais vont s'emparer du commerce asiatique.

Bref : « L'époque est mercantile ».

Les pratiques commerciales évoluent : le commerce de gros, les foires spécialisées et les foires universelles viennent s'ajouter aux grandes foires périodiques. Apparaissent les pratiques de compensation entre créances et dettes, les lettres de change. Le marché tend à devenir permanent. Apparaissent aussi le commerce d'entrepôt, la vente aux enchères, la vente à distance, la vente sur échantillon, les bourses du commerce, l'assurance commerciale, le courtier, etc. Les techniques comptables évoluent. Un droit des sociétés commence à émerger. Bihl détaille tout cela.

1.2. Le capital financier

Il se développe, lui aussi, de manière spectaculaire :

« recours de plus en plus fréquent au crédit commercial (reconnaissance de dettes, cédules³, billets au porteur, lettres de change) et bancaire (escompte des traites et de prêts bancaires, émission de monnaie fiduciaire, de billets de banque) ».

Les premières compagnies d'assurance apparaissent au 16^e siècle.

² Historien français (1923-2009). Voir sa fiche Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Chaunu

³ Écrit sous seing privé par lequel on reconnaît devoir une certaine somme.

Le gonflement des dépenses publiques et du crédit public dope aussi le capital financier. Les obligations apparaissent.

Les premiers marchés financiers se créent : Anvers au cours du second 16^e siècle, Amsterdam au début du 17^e.

1.3. Le prolétariat

Nous venons de voir qu'il y a maintenant des personnes pour personnifier le capital. Mais qui pour personnifier le travail ?

La réponse à cette question va venir à travers tout un processus d'expropriation des producteurs.

{ Il faut entendre par là, **« au sens strict, [la] séparation [des producteurs], de fait ou de droit, des moyens de production qu'ils mettent en œuvre et des moyens de consommation (de subsistance) qui assurent leur entretien et leur reproduction »**.

La dissolution des rapports féodaux va se faire à la fois par le bas (→ les paysans qui livrent sur le marché une part croissante de leur produit) et par le haut (→ les nobles appauvris qui réduisent leur domesticité ou qui se reconvertissent propriétaires fonciers, voire même capitalistes agraires). L'Etat va aussi jouer un rôle, avec les guerres et la pression fiscale, qui ruinent surtout des petits producteurs.

{ **« En conséquence de tout ce qui précède, indique A. Bühr, l'existence d'une masse de miséreux est avérée, à la campagne comme à la ville, pendant toute la période qui nous intéresse ici »**.

C'est là qu'intervient l'institution de la contrainte au travail salarié. Les capitalistes vont leur proposer de nouveaux contrats de travail. Sauf que les miséreux – qui, comme chacun sait, sont aussi de fieffés fainéants - n'en veulent pas !

Colbert s'en plaint à l'Intendant de Bourges : *« La fainéantise est si grande dans la ville et le plat pays, que j'avance que je ne puis revenir de l'étonnement où m'a mis leur paresse, et ce ne sera pas une petite affaire que de réduire ces gens-ci à travailler de la bonne manière ».*

« ...réduire ces gens-ci à travailler de la bonne manière » : vous pouvez retenir cette phrase, car tout le programme de la bourgeoisie industrielle naissante s'y trouve exprimé.

C'est l'Etat qui va obliger les gueux à accepter les nouveaux contrats de travail :

- durcissement des conditions d'accès à la charité,
- lutte contre le vagabondage,
- interdiction de la mendicité,
- travail forcé.

De sorte que le travail "libre" va finir par se développer sous la menace de son contraire, le travail forcé.

Et après avoir contraint les gens à se prolétarianiser, l'Etat – encore lui – va intervenir par le droit :

- Il va réglementer le niveau des salaires,
- Il va définir dans le détail les conditions d'emploi et de travail,
- Il va imposer l'embauche à vie avec un préavis très long (et départ interdit tant que le remplaçant n'est pas arrivé),
- Il va réprimer les coalitions ouvrières ("cabales").

1.4. Le capital industriel

A. Bührer cadre la problématique du capital industriel dans ses liens avec le capital commercial et le capital financier :

« Pour que les rapports capitalistes de production puissent se parachever, il ne suffit pas que du capital-argent se soit accumulé en quantité suffisante ni même que ce dernier

puisse s'échanger contre des moyens de production et des forces de travail. Il faut encore que ces derniers se combinent de manière que le procès de travail soit simultanément un procès de valorisation, formateur de valeur et de plus-value. Cela implique la transformation de l'ensemble des aspects matériels et humains, techniques et organisationnels des procès de travail hérités de l'histoire pour les subordonner aux exigences de valorisation du capital. Ce n'est qu'à cette condition que se constitue ce que Marx dénomme le capital industriel ».

Il faut distinguer trois domaines : l'agriculture, la manufacture et l'industrie automatique.

Le capital agraire va progresser tout doucement pour plusieurs raisons :

- parce que, d'abord, l'autoconsommation va résister aux avancées du marché ;
- ensuite, les formes précapitalistes de propriété foncière vont faire de même ;
- enfin, les pratiques et techniques agricoles vont rester largement traditionnelles. Ce faible développement va peser sur la démographie, sur le développement des villes et, au final, sur la croissance du marché intérieur.

Pour les détails, cf. mon abrégé ou A. Bihr lui-même. Là où je viens de vous proposer deux ou trois phrases, mon abrégé fait deux pages, et Bihr vingt-cinq...

Le capital industriel, au contraire, se développe de manière remarquable sous la forme de la manufacture. "Manufacture éclatée" d'abord ; "manufacture réunie", ensuite.

Dans la première forme, *« les travailleurs ne sont pas encore réunis en un même espace-temps de*

production et conservent pour partie leur ancienne indépendance ».

Un marchand ou un banquier avance à un groupe d'artisans de l'argent (quelques fois aussi la matière de travail et les moyens de travail), et il se charge d'écouler la production. Le marchand ne contrôle pas encore le processus de fabrication, mais il concentre entre ses mains les moyens monétaires, matériels et humains. C'est une avancée.

Dans la "manufacture réunie" ou manufacture proprement dite, les producteurs deviennent des travailleurs salariés et le procès de travail est dirigé par le capital industriel. La mise de fonds est certes plus importante, mais les économies d'échelle ne le sont pas moins.

{ Cette deuxième phase correspond « ***à un degré supérieur de concentration et de centralisation de la richesse sociale et des forces productives*** ».

Va venir ensuite le stade la fabrique dans lequel le procès de production, malgré bien des obstacles, tend à s'autonomiser. Parmi les éléments de contextes favorables il y a, à partir de la Renaissance, l'abondance de la littérature technique, dont ***l'Encyclopédie*** fournira un exemple remarquable plus tard, au 18^e siècle. En attendant, aux 16^e-17^e siècles, apparaissent les figures de l'ingénieur et de l'architecte. Les moyens de travail évoluent (moulin à eau et à vent ; manivelle ; bielle ; volant d'inertie ; courroie de transmission ; rouet à pédale ; meule à aiguiser à pédale).

Au titre des limites, il faut indiquer le fait que la technique manque encore de bases scientifiques. On ignore encore tout de la chimie. La matière de travail ultra-dominante est le bois, si bien, d'ailleurs, qu'une pénurie finira par se faire jour. Globalement, les forces motrices sont limitées (l'homme ; les animaux ; les moulins ; le feu).

{ Les maigres progrès scientifiques et techniques vont quand même rendre possibles « ***quelques avancées*** »

***significatives sur la voie de l'automatisation des
procès de travail » :***

Quelques exemples : scierie, filage mécanique de la soie, métiers à tisser mécaniques, machine à tricoter, ainsi que le foulage, l'étirage, le pressurage, le lustrage, le pressage et le découpage des tissus.

***{ « Beaucoup de ces progrès se sont faits par
essais et erreurs, mais ils se sont faits quand
même ».***

Quand les bases scientifiques seront acquises, ces progrès seront amplifiés.

Au total, entre points d'appui et limites, nombre d'activités restent, au cours de la période, à cheval entre la manufacture et la fabrique.

1.5. Le marché capitaliste

Le capitalisme suppose pour fonctionner un marché capitaliste adéquat, c'est-à-dire large et extensible pour absorber une production en expansion, mais aussi régulier et réactif pour répondre aux exigences de circulation du capital.

Sur le premier aspect (marché large et extensible), il faut citer l'expansion coloniale et commerciale en tant que telle, mais aussi ses retombées, par exemple sur la construction navale, et, en fin de compte, sur une grande partie de l'économie. Par ailleurs, de nouveaux marchés se sont créés, pour de nouveaux biens de consommation. En outre, l'afflux de métaux précieux, donc le gonflement de la masse monétaire, a accru et intensifié les échanges marchands. De plus, l'élargissement des marchés a favorisé l'approfondissement de la division du travail, c'est-à-dire la création de nouvelles activités économiques spécialisées dans tel ou tel aspect d'un procès de production. Enfin, l'élargissement des marchés a favorisé leur concentration.

Sur le second aspect (marché régulier et réactif), on peut citer l'apparition du phénomène de la mode, auquel Bihl consacre cinq pages intéressantes. D'une façon générale, on passe

- d'une consommation décidée par de grands acteurs qui gèrent de grands groupes (domesticité, suite, cour) et passent de grandes commandes
- à une consommation "à hauteur d'homme", plus soucieuse de la qualité et de la quantité des biens consommés.

Bihl résume ainsi les choses : « ***...le parachèvement des rapports capitalistes de production va [...] de pair, comme cause et effet à la fois, avec une emprise grandissante de ces rapports sur toutes les sphères de la vie sociale, bien au-delà de sa seule sphère économique : il implique un devenir-capitalisme du monde au sens d'une appropriation de toutes les pratiques sociales aux exigences de la reproduction du capital comme rapport de production [...]*** ».

1.6. Les politiques mercantilistes

Enfin, le parachèvement des rapports capitalistes va passer par les politiques mercantilistes.

Et Bihl rappelle une nouvelle fois, « ***contre la légende libérale, que le capital n'aurait pas pu se parachever sans l'intervention décisive de l'Etat*** ».

Le mercantilisme reflète à la fois le caractère absolutiste des États – qui entendent affirmer leur souveraineté aussi dans le domaine économique - et le fait que les intérêts économiques capitalistes prédominent dans la société.

Autre point important à souligner, c'est le fait que la doctrine mercantiliste considère que l'économie est un jeu à somme nulle, où ce qui est gagné par les uns est perdu par les autres.

Colbert dit, par exemple : « *le commerce est une guerre d'argent [et] on ne peut augmenter l'argent qu'en même temps qu'on en ôte la même quantité aux États voisins* ».

C'est donc une doctrine qui véhicule une vision belliciste des rapports entre États, et pour laquelle le Trésor public est d'abord et avant tout un trésor de guerre.

Autre idée : la puissance du Prince dépend de la richesse de ses sujets. Autrement dit : puissance du Prince et prospérité bourgeoise, même combat.

Cela va se traduire par une politique économique de l'Etat à plusieurs facettes. En effet, il faut

1) Développer les capacités productives de la nation (politique démographique, mise en culture de nouvelles terres, nouvelles manufactures et fabriques à privilèges, augmentation du temps de travail, formation de la main-d'œuvre, amélioration de la fertilité des sols, protectionnisme...),

2) Libérer le commerce intérieur de toutes ses entraves. Ceci veut dire pas mal de choses :

- Faire circuler l'argent plutôt que le thésauriser,
- Développer le crédit commercial et bancaire,
- Développer les monopoles,
- Développer les marchés publics,
- Développer les entreprises d'Etat,
- Multiplier les dérogations au droit des corporations,
- Améliorer les moyens de communication et de transport
- Etc.

3) Appuyer l'expansion commerciale et coloniale (grandes compagnies commerciales à privilèges, aides et subventions à la construction navale...).

L'action de l'Etat va se traduire aussi par la création du corps des Ponts et Chaussées (1617), la création de l'école des ingénieurs des

Ponts et Chaussées (1747), l'imposition de la monnaie royale dans les échanges, un début d'unification juridique et l'unification douanière.

Bihl résume : « ***En définitive, la grande originalité du mercantilisme en tant que doctrine économique a résidé sans aucun doute dans le fait qu'il raisonnait d'emblée en termes d'économie "nationale" (la proto-nation est son unité de référence et non l'individu comme pour le libéralisme) et d'affrontements entre les proto-États-nations en cours de constitution pour le partage du marché mondial [...]. Le mercantilisme aura d'abord été une stratégie cohérente de construction et de consolidation du marché "national" dans un contexte d'intense affrontement commercial et militaire entre les proto-nations européennes*** ».

2. Guerres et révolutions

Les guerres – Des ordres aux classes – De l'absolutisme aux révolutions bourgeoises

Les évolutions que nous venons de décrire se sont faites dans un contexte de guerres et de révolutions qui ont joué leur rôle, à côté des évolutions socio-économiques, et en lien étroit avec elles, dans la formation de l'hégémonie bourgeoise. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Mais, avant cela, il est indispensable d'écouter comment Bihl cadre les choses sur le plan historique :

« [...] le féodalisme européen n'a pu se former que sur fond d'une décomposition de l'Empire carolingien et de son Etat. Dans sa phase classique (en gros, de 850 à 1100), le féodalisme lui-même correspond ainsi à une éclipse prolongée de l'Etat en Europe, dont seule l'Église assume encore une partie de l'héritage et maintient le souvenir. Mais [...], dès lors que, dans le cours des 12^e et 13^e siècles, dans le cadre même des rapports féodaux de production, [...] s'est amorcée une dynamique de développement des rapports marchands, base d'une vigoureuse accumulation de capital marchand et des prodromes du capital industriel, sont apparus les premiers éléments d'une renaissance de l'Etat, sous la forme de la constitution de monarchies [...] ainsi que de cités-États. Brisé par la longue phase de crise, de dépression et de régression que l'Europe occidentale a connue du début du 14^e au milieu du 15^e siècle, cet élan de reconstitution de l'Etat repart de plus belle dans la seconde moitié de ce

siècle [...]. Il n'allait plus connaître de nouvel arrêt au cours des siècles suivants, tout en s'étendant à l'ensemble du continent ».

Vous avez là un bon exemple des synthèses historiques que peut proposer Bihr. Au fond, il dit que le féodalisme émerge de la décomposition de l'Empire carolingien et de son Etat, mais que ce dernier va renaître de ses cendres dès lors que, *« dans le cadre même des rapports féodaux de production »*, s'amorce une dynamique de développement des rapports marchands. Cet Etat va alors prendre la forme de monarchies ou de cités-États. La longue crise du 14^e et du premier 15^e siècle va un peu briser *« cet élan de reconstitution de l'Etat »*, mais celui-ci *« repart[ira] de plus belle dans la seconde moitié [du 15^e] siècle »*.

Autrement dit encore, il faut penser ensemble le parachèvement des rapports capitalistes de production, la renaissance de l'Etat et l'expansion coloniale/commerciale de l'Europe.

Surgit aussi toute une série de questions : pourquoi les guerres ? Pourquoi l'Etat ? Quel Etat ? Comment analyser le dédoublement de la société capitaliste en "société civile" et "société politique" ? Comment analyser le commencement de passage des ordres aux classes ? Ce sont toutes ces questions, -et d'autres encore, -qui nous attendent maintenant.

2.1. Les guerres

Bihr fait d'abord un constat, qui a d'ailleurs déjà été fait à propos de l'analyse des politiques mercantilistes :

« le parachèvement des rapports capitalistes de production a engendré la guerre et réciproquement ».

Le premier élément est que la guerre est inhérente au proto-capitalisme mercantile parce que son moteur principal est l'expansion

commerciale et coloniale et parce que c'est la guerre qui, en dernier lieu, répartit les gains et les pertes des différentes nations en lice.

La guerre pouvait aussi découler des différences de niveaux de développement entre les nations, qu'il s'agisse du développement des forces productives, ou de celui de la division du travail, ou de celui de la productivité du travail. Certaines nations surclassées ou dominées pouvaient, en effet, être tentées de rééquilibrer par la guerre les écarts de développement.

Sée⁴ écrit ainsi en 1926 : « *Depuis 1670, les grandes guerres - notamment la guerre de Hollande mais aussi la guerre de la Ligue d'Augsbourg - ont été, en grande partie, provoquées par des rivalités économiques, et les clauses commerciales des traités de paix prennent une ampleur de plus en plus considérable* ».

Les guerres de l'époque sont donc à titre principal commerciales/coloniales. Et c'est ce qui explique pourquoi elles se déroulent souvent sur les territoires coloniaux, ce qui leur donne des allures de "guerres mondiales". On comprend aussi pourquoi le théâtre essentiel des affrontements n'était pas la terre mais la mer.

L'économie a des effets de guerre, mais la guerre a aussi des effets économiques. A commencer par des effets antiéconomiques : morts, destructions en tous genres, saccages de territoires. Tout cela ne peut pas ne pas se ressentir sur la pression fiscale.

Mais les guerres contribuent aussi à l'accumulation du capital :

- à l'accumulation du capital financier, tout d'abord, à travers les crédits publics ;
- à l'accumulation du capital commercial ensuite, à travers les marchés d'entretien et d'équipement des armées ;
- à l'accumulation du capital industriel enfin, à travers la fourniture d'armes et de matériels de toutes sortes.

⁴ Henri Sée (1864-1936), historien. Fiche Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_Sée

2.2. Des ordres aux classes

Les formations proto-capitalistes sont des formations de transition, où coexistent deux mouvements de sens opposés : la forme "classe", caractéristique du capitalisme, y émerge, tandis que la forme "ordre", héritée du féodalisme, y demeure tout en se délitant.

« Tandis que la structure d'ordres continue à prédominer » au début de la période proto-capitaliste, **« la structure de classes l'altère, la déforme et la subvertit de plus en plus au fur et à mesure que l'on avance [dans la période]. Les différents ordres tendent ainsi à y céder la place à des classes procédant à la fois de la décomposition et de la fusion partielle [des ordres], les classes nouvelles se parant cependant encore souvent, au cours de leur formation, des oripeaux des ordres anciens »**.

Le clergé est puissant mais divisé – Puissant, en effet :

- Car c'est sans doute le plus gros propriétaire foncier du royaume (entre 6%⁵ et 10%⁶ des terres cultivées, plus les possessions urbaines).
- Il émarge aux différentes redevances afférentes aux pouvoirs seigneuriaux (quand il en exerce).
- Il perçoit la dîme.
- Enfin, il touche les intérêts des emprunts qu'il consent à un peu tout le monde.

Sa puissance est adossée à celle de l'Etat : on a appelé cela l'alliance du trône et de l'autel. Le clergé ne fait d'ailleurs pas que financer l'Etat, il lui fournit aussi une partie de son personnel.

En contrepartie de quoi, « l'Etat monarchique va se faire le bras armé de l'Église ».

Mais, ce clergé est divisé :

⁵ Henri Sée.

⁶ Georges Lefebvre.

« [...] il faut nettement distinguer entre le haut clergé (cardinaux, archevêques, évêques, abbés et abbesses) qui recrute essentiellement (voire exclusivement) dans la noblesse [...] et le bas clergé (curés, vicaires, moines et moniales ordinaires) qui est d'extraction roturière [...]. Bref, le premier ordre n'échappe pas à la division et à l'opposition en classes sociales ».

La noblesse⁷ est entre déclin et renouvellement – Les causes du déclin sont nombreuses :

- Les luttes des serfs pour alléger leur exploitation,
- Les luttes entre les seigneurs eux-mêmes pour la terre, les hommes et le pouvoir,
- Mais il y a surtout les prémices des rapports capitalistes de production :
 - Régression du servage,
 - Régression de la propriété foncière,
 - Disparition du droit de battre monnaie,
 - Amputation du droit de rendre justice,
 - Relativisation considérable de la puissance militaire

Et tout cela, bien sûr, tandis que s'accroît, s'étend et se diversifie le pouvoir monarchique.

Les réactions de la noblesse à son déclin seront diverses :

- Tenter de revenir en arrière, mais cela s'avèrera plus facile à dire qu'à faire ;
- Épouser son temps : affermer les terres à des capitalistes agraires ou miniers ; d'autres vont investir ;
- Entrer au service de l'Etat ou de l'Église (courtisan, militaire, rendre la justice) ;
- S'allier à la bourgeoisie à travers le mariage de leurs fils aux filles de riches roturiers.

⁷ Cf. Abrégé (p. 35-36) ou Bühr (p. 367-370) pour des précisions sur les différentes dimensions de la condition nobiliaire.

La bourgeoisie, une classe dominée en ascension – Le terme de bourgeois est en train d'acquérir son sens contemporain :

« par son capital, [la bourgeoisie] contrôle l'essentiel du commerce et une part croissante de la production artisanale (sous forme de la manufacture éclatée) et de la production industrielle (manufacture automatique) tout comme de la production agricole (dont elle écoule les produits). Elle est de même maîtresse du crédit, ce qui fait de nombreuses familles nobles, y compris les plus prestigieuses, mais aussi de monarques, ses obligés ».

On distingue la bourgeoisie marchande (se subdivisant en différentes couches selon l'importance du capital mis en œuvre), la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie d'Etat. Nous avons relevé tout à l'heure une tendance à l'embourgeoisement de la haute noblesse ; il y a aussi une tendance à l'anoblissement de la grande bourgeoisie.

Mais, au total, la bourgeoisie reste dominée politiquement.

Les classes subalternes – On y trouve la petite bourgeoisie (artisans, commerçants, professions intellectuelles), la paysannerie (subdivisée en différentes couches) et le proto-prolétariat (contre-maîtres, ouvriers, sous-prolétariat).

Leurs capacités d'organisation et de luttes restent faibles, quoiqu'elles se développent beaucoup à partir de la seconde moitié du 17^e.

Mais, « durant toute l'époque proto-capitaliste, la "question sociale" n'est pas encore une question ouvrière mais reste d'abord une question paysanne ».

2.3. De l'absolutisme aux révolutions bourgeoises

L'époque a aussi été marquée par des révolutions dans les configurations des sociétés.

La révolution de l'absolutisme, d'abord :

« Durant la période proto-capitaliste, les luttes entre ordres et entre classes conduisent, un peu partout en Europe occidentale, au renforcement des États et à leur évolution vers un absolutisme plus ou moins marqué, fondé selon le cas sur un compromis entre noblesse et bourgeoisie, ou du moins différentes couches ou fractions de ces dernières, au sein du bloc au pouvoir ».

L'évolution est la suivante : royautes → monarchies → absolutismes.

Le passage des royautes aux monarchies se fait au cours des 11^e et 13^e siècles à la faveur d'un mouvement de (re)centralisation du pouvoir politique sous forme de la (re)constitution du pouvoir d'Etat. Le passage des monarchies aux absolutismes, quant à lui, se fera aux 14^e-15^e siècles dans le contexte de la crise finale du féodalisme, de l'affaiblissement de la noblesse et des conflits entre monarchies. Le bloc au pouvoir au sein de l'Etat absolutiste comprend généralement l'aristocratie nobiliaire (grands propriétaires fonciers), la grande bourgeoisie marchande (grands négociants, grands financiers) et la grande bourgeoisie d'Etat ("noblesse de robe").

Bihl indique qu'au terme de ces évolutions, *« d'une part, c'est désormais l'appareil d'Etat [de la monarchie absolue] [...] qui assure, pour l'ensemble de l'ordre, la coercition [...] permanente nécessaire à la poursuite de l'exploitation des masses paysannes [...]. D'autre part, c'est ce même appareil qui garantit à chaque membre de la noblesse la reconnaissance et la pérennité de sa*

propriété éminente sur son domaine, ainsi que de ses prérogatives et de ses privilèges [...]. Enfin, c'est toujours cet appareil qui [...] va assurer la centralisation d'une partie grandissante de la rente foncière et sa redistribution au profit de la noblesse [...] ».

En ce qui concerne la bourgeoisie, la convergence de ses intérêts avec l'Etat se manifeste essentiellement à travers les politiques mercantilistes (accumulation et profits pour les bourgeois ; prospérité pour l'Etat via la fiscalité et l'emprunt ; cf. supra). Par ailleurs, l'Etat procure à la bourgeoisie des offices. Globalement, la bourgeoisie verra d'un meilleur œil que la noblesse le renforcement absolutiste de l'Etat.

Et puis viendra le temps des révolutions bourgeoises. Ici, Bihl est conduit à proposer un profil idéaltypique de ces révolutions bourgeoises européennes, se réservant d'apporter toutes les informations concrètes dans les deux volumes du tome 3, où il reprend sa grille de lecture du tome 2 pour l'appliquer à chaque pays européen.

Bihl distingue le plan socio-économique, le plan socio-politique et le plan idéologique.

Sur le plan socio-économique, d'abord. La révolution idéale supposerait *a minima* quatre mesures :

- La réforme agraire (remise en cause des privilèges seigneuriaux et de la kyrielle de droits⁸) et la transformation de la rente foncière féodale (en nature et en travail) en rente foncière capitaliste (en argent), l'idée étant de faire baisser les prix agricoles, notamment alimentaires, et par conséquent la valeur de la force de travail.
- Exproprier les producteurs (paysans et artisans) pour créer les conditions d'un marché du travail placé sous le signe de la "liberté du travail" (comprendre : la liberté d'exploiter le travail d'autrui).
- Parachever la création du marché capitaliste au niveau national.
- Réformer les finances publiques (abolition des privilèges fiscaux ; contrôle des assemblées représentatives).

⁸ De glanage, de chaumage, de vaine pâture, d'affouage, etc.

Sur le plan socio-politique, le bloc au pouvoir doit intégrer l'ensemble de la bourgeoisie, avec une position hégémonique à une fraction d'entre elle. En ce qui concerne le régime, on peut imaginer aussi bien la monarchie constitutionnelle que la République, l'essentiel étant de parachever l'Etat de droit (libertés de conscience et d'expression ; égalité de tous les citoyens face à la loi et au droit)⁹.

Sur le plan idéologique, les choses sont largement en cours. Il n'est que de se reporter à la Renaissance, à la Réforme ou bien encore aux Lumières.

Ces avancées ne passent pas forcément toutes par des conflits violents.

« Ainsi en a-t-il été en particulier, dit Bihl, des évolutions culturelles ».

Par contre, la bourgeoisie avait beaucoup à dire sur les privilèges économiques de la noblesse et du clergé ; et elle n'était pas spécialement enchantée de devoir stériliser une partie de son capital pour acheter des offices ou des titres nobiliaires.

Bihl juge que **« Les freins au développement du capital ne manquaient donc pas ».**

Et il poursuit : **« Largement produit par la logique proto-capitaliste [...], [l'Etat absolutiste] finit aussi toujours par entraver cette dynamique voire dresser un obstacle qu'il devient nécessaire d'abattre pour lui permettre de poursuivre sa progression et de se parachever. [...] Et c'est pourquoi, dans toutes les formations sociales en transition entre le féodalisme et le capitalisme, les lentes mais profondes évolutions de l'un à l'autre finissent tôt ou tard par se trouver brutalement accélérées par des épisodes**

⁹ L'articulation de l'Etat de droit et de l'Etat capitaliste sera étudiée mercredi prochain, 14 décembre.

révolutionnaires venant briser les barrières institutionnelles qui, notamment sous la forme d'États absolutistes, les bloquent, les freinent ou les dévient ».

Les acteurs en présence sont tous partagés :

- La noblesse et le clergé hésitent entre leurs privilèges d'ordre – de plus en plus minces, mais gravés dans le marbre – et leurs privilèges de classe – de plus en plus substantiels, mais éventuellement réduits à néant.
- La bourgeoisie hésite aussi, pour deux raisons différentes :
 - o parce que les commandes de l'Etat sont quand même bien rémunératrices,
 - o mais aussi parce qu'elle craint qu'une radicalisation de la situation ne jette dans la rue les masses populaires, avec des suites possiblement incontrôlables.
- Même constat pour les classes subalternes :
 - o La petite bourgeoisie, qui aimerait bien accéder à la moyenne, est tentée de laisser tomber les privilèges corporatifs, mais elle craint l'aventure du grand vent de la concurrence.
 - o C'est la paysannerie qui est la plus acquise à la Révolution.
 - o Et le proto-prolétariat ?

« Quant au proto-prolétariat, selon Bihr, [...] il passera inaperçu dans les révolutions bourgeoises à l'époque proto-capitaliste ».

Il résulte des ces différents éléments que le trajet des révolutions bourgeoises va se révéler bien chaotique. Bihr distingue cependant quelques étapes cruciales :

« Tout commence par une crise conjoncturelle de l'Etat absolutiste venant brutalement aggraver une crise structurelle antérieure [...], par une conjonction de mécontentements » ;

- **« Il faut que les différents mécontentements provoqués par la crise de l'absolutisme convergent en une même revendication de contrôle du pouvoir d'Etat [...] »** ;
- En outre, la révolution **« est marquée par l'intervention autonome des différentes classes subalternes »** pour une autre redistribution des richesses.

Face à la mise en mouvement des classes subalternes, la bourgeoisie peut soit mettre fin à la révolution et réprimer le mouvement populaire, soit *“chevaucher le tigre”*¹⁰, c'est-à-dire prendre la tête du mouvement pour le canaliser et le mettre au service de la révolution bourgeoise.

Finalement, Bihl relève trois paradoxes de ces révolutions bourgeoises :

- A chaque moment du processus, il y a des éléments de la bourgeoisie comme de la noblesse et du clergé dans les deux camps ;
- Cela veut dire que ces révolutions bourgeoises sont avant tout une affaire interne aux classes possédantes pour la recomposition du bloc au pouvoir et pour l'hégémonie en son sein ; à noter cependant qu'aux temps modernes, aucune révolution bourgeoise ne peut vaincre sans l'appui des classes populaires ;
- Enfin, une fois la révolution terminée, les forces d'appoint de la paysannerie ou de la petite bourgeoisie ont tôt fait de se rendre compte que leur avenir est tout sauf assuré, et qu'elles ont été l'objet d'un marché de dupes.

Et il conclue avec cette question : **« en quoi les révolutions bourgeoises ainsi entendues ont-elles été bourgeoises ? [...] Bourgeoises, elles l'ont été d'une part par le fait qu'elles ont partout et toujours résulté des contradictions, conflits, tensions et déséquilibres [engendrés] par la**

¹⁰ *“Chevaucher le tigre”* est une expression qui vient du proverbe chinois : **« Celui qui chevauche le tigre a peur d'en descendre »**. Cela veut dire qu'une personne prend la responsabilité d'une action qui ne peut pas être abandonnée sans risques ou sans conséquences incontrôlables ou même catastrophiques (d'après Denis Boucard, ex-enseignant au Ministère de l'Éducation nationale [1989-2017]).

montée en puissance de la bourgeoisie et le lent parachèvement des rapports capitalistes de production. [...] Bourgeoises, ces révolutions l'ont été d'autre part en ce sens [qu'elles ont] [...] consolidé le pouvoir de la bourgeoisie, [écarté] les obstacles persistants sur la voie du développement des rapports capitalistes de production et [transformé] une classe déjà hégémonique sur le plan culturel et en pleine ascension sur le plan économique en une classe politiquement dominante ».

Seconde conférence

<O>

La fois précédente, j'ai évoqué 1) le long mouvement de parachèvement des rapports de production et 2) la kyrielle de guerres et de révolutions qui ont accompagné ce mouvement.

Voici comment Alain Bihr lui-même, au moment d'aborder la question de la formation de l'Etat capitaliste, résume les deux parties en question : **« Les deux parties précédentes nous ont permis de comprendre pourquoi l'époque moderne a vu renaître en elle l'Etat, poursuivant en cela un mouvement amorcé au cours du Moyen Âge central. C'est que l'Etat a joué un rôle de premier plan dans les différents moments du parachèvement des rapports capitalistes de production, qui n'aurait pas pu avoir lieu sans lui ».**

Cette seconde conférence sur le même sujet va nous permettre – dans la continuité directe de la 1^{ère} - d'aborder deux autres aspects : la formation de l'Etat capitaliste et l'invention de la modernité.

3. La formation de l'Etat capitaliste

L'Etat de droit – Le système d'États européen – Les finances publiques

Je renouvelle la remarque de la fois dernière : je vais être très synthétique, mais vous pouvez trouver bien plus de détails dans l'abrégé disponible sur le site et encore plus dans le livre lui-même de Bihr.

3.1. L'Etat de droit

Il faut d'abord bien comprendre que ce n'est pas n'importe quel Etat qui s'affirme à l'époque moderne, mais un Etat capitaliste, c'est-à-dire un Etat qui a la forme générale d'un Etat de droit, qui est lui-même sujet de droit, et qui doit construire et maintenir un ordre juridique englobant toute la formation sociale. Il nous faut comprendre en quoi consiste ce lien entre Etat capitaliste et Etat de droit.

Alain Bihr s'appuie ici sur les travaux du juriste soviétique Evgueny Pasukanis¹¹, qui a publié en 1924 ***La théorie générale du droit et le marxisme***¹².

« ***Pour Pasukanis, dit Bihr, le droit est plus et autre chose qu'une simple superstructure politique ou idéologique : il est la forme générale que prennent les rapports entre les hommes dans une société dans laquelle la marchandise est la forme générale que prennent les produits de leurs travaux*** ».

Il faut donc partir du fait de la généralisation de l'échange marchand, qui concerne tout à la fois les moyens de production, les forces de travail et les produits du travail social.

¹¹ 1891-1937.

¹² Publié en 1970 en français.

Cet échange marchand doit respecter un certain nombre de principes formels : chaque propriétaire d'une marchandise doit savoir ce qu'il veut en faire, dans quelles proportions il accepte de l'échanger avec une autre, de sorte que tout un chacun puisse admettre qu'il y a réciprocity des échanges.

C'est le contrat qui gère toutes ces choses. Pour Marx, il est « *le rapport des volontés dans lequel se reflète le rapport économique* ».

{ « *Le contrat*, dit Bihr, *devient ainsi la forme obligée des rapports entre les producteurs là où l'échange marchand devient la forme habituelle des rapports entre les produits* ».

Mais pour que les choses fonctionnent ainsi il faut une condition :

{ Il faut « *que les différents agents économiques se voient reconnaître, les uns par les autres, la qualité de sujets juridiques* ».

Et ce sujet juridique a trois composantes :

- 1) la propriété privée (→ pleine disposition de sa personne et de ses biens),
- 2) la liberté individuelle (→ autonomie de sa volonté)
- 3) et l'égalité formelle (→ mêmes droits, mêmes devoirs).

Il y a juste un bémol, et de taille ; un bémol qui relativise considérablement ces trois points : la capacité juridique en question n'est en fait que la capacité de vendre à vil prix sa force de travail et d'être dépossédé du fruit de son travail. Une émancipation pour une aliénation, en quelque sorte.

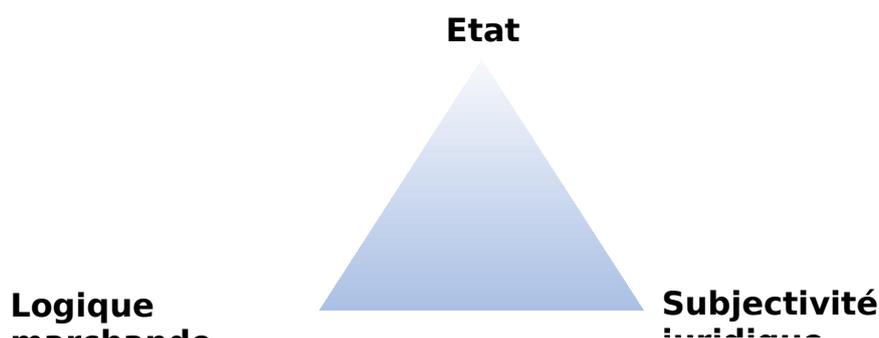
À mesure que la logique marchande s'étend dans la société, cette logique de la subjectivité juridique s'étend aussi, concerne de nouvelles sphères de la société,

{ jusqu'à apparaître « **comme une qualité naturelle, comme une expression de [l']essence humaine intemporelle et transhistorique** », et, en fin de compte, « **comme des droits naturels de la personne humaine : les fameux droits de l'homme** ».

« **Et, dès lors, dit Bihr, la société capitaliste prend non moins nécessairement la forme de société civile : la forme d'une société composée de longues chaînes continues [...] et enchevêtrées de rapports contractuels entre l'ensemble de ses membres individuels** ».

L'évolution vers plus de logique marchande et plus de subjectivité juridique rend aussi nécessaire l'Etat, pour trancher les litiges et dire le droit de chacun. Un Etat qui doit opérer comme pouvoir public impersonnel, garant de l'intérêt général. Cette règle impersonnelle, c'est la loi.

Si bien que la relation binaire que j'évoquais il y a quelques instants "logique marchande \leftrightarrow subjectivité juridique" peut être élargie à une relation ternaire :



La logique marchande et la subjectivité juridique vont se voir médiatisées par un troisième larron : l'Etat.

L'Etat va se développer dans deux grandes directions : d'une part, la construction de l'ordre juridique privé, où il va se poser comme garant de l'ordre civil, et, d'autre part, la construction de l'ordre juridique public, où

il va imposer sa souveraineté d'Etat et se doter d'un appareil administratif.

Pour plus de détails sur la question de l'Etat, cf. mon abrégé (p. 47-53) et Bihr (chap. VII.1, p. 465-509).

3.2. Le système d'États européen

Maintenant que nous avons introduit l'Etat dans le décor, nous pouvons parler du système d'États européen.

Nous allons partir de cette observation capitale de Bihr :

« Qui considère le capital des origines à nos jours constate que jamais il n'a prospéré dans un seul et même Etat englobant en lui tout l'espace de sa reproduction ; au contraire, partout et toujours, il s'est développé dans le cadre d'une pluralité d'États, bien plus : d'un véritable système d'États ».

Je vais évoquer quatre points :

- La pluralité des États s'explique, en premier lieu, par la concurrence entre capitaux singuliers, qui s'attirent et se repoussent, coopèrent et s'affrontent ; concurrence à laquelle chaque fraction du capital tente d'échapper avec l'aide de l'Etat, -de son Etat.
- La pluralité s'explique en deuxième lieu par la grande diversité des conditions générales de la reproduction du capital entre les différentes unités territoriales (appareils sanitaires et scolaires spécifiques ; infrastructures de transport et de télécommunications particulières ; système monétaire ou système juridique propres).
- En outre, le système politique n'a pas partout la même capacité à souder un bloc social solide autour des intérêts économiques "nationaux".

Le monde capitaliste est donc toujours déjà habité par une tension ; une tension qui tient au fait qu'il combine en permanence homogénéisation – dans l'ordre de l'économie (la logique marchande) – et fragmentation – dans l'ordre de la politique (les logiques des États).

- Enfin, ces États sont rivaux, inégaux, et ils sont souvent en guerre.

Trois principes essentiels ont donc été déterminés pour organiser la pluralité :

- La reconnaissance et le respect réciproque de la souveraineté des États ;
- Le principe d'équilibre des puissances : nul ne peut atteindre une puissance telle qu'il puisse imposer sa volonté à tous les autres États ;
- Le principe de prédominance hégémonique, à condition qu'il ne vire pas à la prédominance impériale.

3.3. Les finances publiques

Ces États dont nous parlons, quelles sont leurs fonctions ? D'un point de vue très général, on peut en distinguer deux :

- Contribuer à la prospérité de la fraction territoriale du capital social (mondial) qui lui sert de base territoriale ;
- Défendre les intérêts de ce bloc.

Et pour assumer ces deux grandes fonctions, l'Etat a besoin de trois choses 1) d'un appareil administratif, judiciaire et militaire, 2) de recettes appropriées et 3) d'en faire bon usage.

Je passe sur l'appareil administratif, judiciaire et militaire, et j'en viens tout de suite aux recettes et aux dépenses, avec quelques remarques brèves.

Les recettes – Elles proviennent :

- Du domaine royal (de moins en moins au fil du temps) ;
- Des monopoles publics (droit de battre monnaie, droit de rendre justice, entreprises d'Etat et grandes compagnies commerciales ;
- De l'impôt ;
- De la vente des offices ;

- Du recours à l'emprunt.

Ces recettes, il faut le dire, vont s'avérer de moins en moins suffisantes, et, comme on le sait, c'est l'étranglement financier de la monarchie qui va puissamment contribuer à créer les conditions de la Révolution. Mais, ceci est une autre histoire...

Les dépenses – Disons de ces dépenses qu'elles sont structurellement supérieures aux recettes, et cela depuis des siècles. Le problème vient des guerres, qui engloutissent couramment plus du tiers des recettes, éventuellement même plus de la moitié.

Le caractère stratégique des finances publiques – Sur le plan intérieur, les finances publiques contribuent à la bonne évolution des rapports capitalistes de production (investissements, subventions, équipements collectifs, etc.) et elles favorisent la paix sociale (trop de pression fiscale pouvant conduire à des crises, voire à des révolutions).

Sur le plan extérieur, par ailleurs, d'elles dépend la capacité de l'Etat à soutenir la fraction territoriale du capital qu'il représente.

Voilà pour les quelques remarques rapides que je souhaitais faire sur ce vaste sujet que constitue l'Etat. Je m'en tiens là en vous invitant à approfondir grâce à l'abrégé.

4. L'invention de la modernité

La Réforme – La culture bourgeoise – L'individualité assujettie

4.1. La Réforme

Bihr indique tout d'abord qu'« *au cours du 15^e siècle, à peine remise des épreuves du Grand Schisme d'Occident (1378-1417) qui aura vu s'affronter deux voire trois papes, l'Église catholique romaine est de plus en plus perçue comme une institution corrompue et décadente [...] incapable de répondre aux demandes nées d'une piété*

nouvelle qui se fait alors jour et se renforce, d'une soif de prédication et d'un désir d'accès direct aux textes sacrés [...] ».

Quand la Réforme va se faire, elle va immédiatement se diviser en différents courants. Martin Luther (1483-1546) initie le mouvement. Jean Calvin (1509-1564) le relance. Des tendances radicales vont aussi se développer (anabaptisme ; antitrinitarisme).

L'Église catholique ne va pas rester inerte. Le Concile de Trente (1545-1563) jette les bases de la Contre-Réforme : avec deux aspects :

- *Compagnie de Jésus*, pour l'aspect persuasion ;
- *Inquisition*, censure (par le biais des Universités) et *Index librorum prohibitorum*¹³ pour l'aspect contrainte.

La confrontation va dégénérer, à partir de 1562, en une suite de guerres de religion, qui dureront plus de trente ans.

A ce stade de notre parcours, nous pouvons évoquer ***L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*** de Weber et sa thèse sur la parenté entre l'« *ascétisme intramondain* »¹⁴ et l'« *esprit du capitalisme* ». Bihl ne conteste pas cette parenté, et fait crédit à Weber

{ d'avoir attiré « ***l'attention sur l'existence et l'importance du facteur subjectif (la formation d'une subjectivité spécifique, adéquate à l'activité capitaliste et, plus largement, à l'univers capitaliste) dans le processus de formation et de parachèvement des rapports capitalistes de production*** ».

Mais Bihl conteste la thèse webérienne en ce qu'elle fait du facteur subjectif un facteur premier et autonome extérieur à l'ordre économique. Et contre Weber il fait valoir plusieurs faits :

- Tout d'abord,

{ « ***L'économie marchande [...] ainsi que la rationalisation en son sein de l'activité de valorisation du capital [...] avaient déjà pris leur essor, à partir du Moyen Âge central et plus encore au cours de la longue phase de dépression de la fin du Moyen Âge (les 14^e et 15^e siècles), sans que le protestantisme***

¹³ 1^{ère} édition : 1559.

¹⁴ Forme d'ascétisme propre au monde protestant se distinguant de l'ascétisme chrétien de l'époque médiévale, qui était fait de flagellations, jeûnes et veilles démesurées.

y ait pris la moindre part - et pour cause : il n'apparaîtra qu'au début du 16^e ».

- Ensuite, au 16^e siècle même, le protestantisme n'a pas eu le monopole de l'ascétisme intramondain. On le trouve aussi chez Érasme et dans le jansénisme.
- Enfin, à l'époque proto-capitaliste,

« les capitalistes ne sont nullement issus uniquement ni même majoritairement des milieux gagnés à la Réforme en général ou à la Réforme calviniste en particulier ».

Encore une fois, Bihl ne conteste pas globalement les thèses wébériennes, mais seulement le fait que Weber fait de la subjectivité un facteur premier et autonome.

Pour plus de détails sur cette discussion, cf. Bihl, p. 646-656.

La série impressionnante de conflits entre le protestantisme et le catholicisme se terminera – beaucoup par lassitude – par des premiers pas sur la voie de la tolérance.

Après l'intolérance, la tolérance, pourrait-on dire, ce qui n'est pas faux, mais à condition de préciser qu'en réalité tolérance et intolérance cohabitent depuis la Renaissance.

Ce qui est remarquable, c'est que l'une comme l'autre va contribuer à la dynamique proto-capitaliste.

- La contribution de l'intolérance :
 - o c'est d'abord la possibilité offerte à certains États de séculariser les biens de l'Église, opération qui a beaucoup profité au capital marchand ;
 - o c'est ensuite la possibilité pour le capital marchand, dans le contexte de guerre, d'accélérer le rythme de l'accumulation ainsi que celui de l'expropriation des producteurs ;
 - o c'est enfin – aspect particulièrement étudié par Sombart¹⁵ - l'incitation faite aux personnes considérées comme des sujets de second ordre de se lancer dans les affaires (et, dans certains cas, d'émigrer également), contribuant ainsi au renforcement et à la diffusion de l'« *esprit du capitalisme* » ;

¹⁵ Werner Sombart (1863-1941), économiste et sociologue allemand. Publie en 1902 **Le capitalisme moderne**.

- La contribution de la tolérance c'est de pousser au libéralisme idéologique et au libéralisme politique, qui sont propices aux affaires. Le grand dénominateur commun de l'aire ouest-européenne et nord-américaine, à laquelle Weber se réfère beaucoup, est effectivement la cohabitation de différentes confessions. Une ville comme Amsterdam, qui a été le centre du commerce européen, a fait de la tolérance une vertu politique.

Il faut donc examiner maintenant les relations complexes entre Réforme et modernité.

Il faut, dit Bihr, « **déterminer en quoi la Réforme a contribué à la modernisation des sociétés ouest-européennes mais aussi, inversement, en quoi elle a été elle-même le fruit de cette modernisation tout au long de son développement au cours des temps modernes** ».

Nous allons voir dans quelques instants (3^e point de cette 2^e partie) les relations entre modernité et individualité assujettie. Avant cela, regardons les relations entre Réforme et individualité.

La Réforme fait tout d'abord la proposition époustouflante de dissoudre le clergé. Ce faisant, elle ne s'en prenait pas seulement à un ordre en particulier, mais aussi à la société d'ordres en tant que telle. L'action dissolvante de cette idée ne va plus cesser d'agir, et elle sera pour beaucoup dans l'émergence de la nouvelle individualité que je vais évoquer dans un instant.

La foi devient un « **face à face entre le fidèle et Dieu que nulle institution [ecclésiastique] ne peut prétendre médiatiser** ».

L'émiettement du protestantisme dès ses débuts s'inscrit dans cette même logique. Le cœur de la religion, c'est la lecture de la Bible. Chacun sa lecture de la Bible.

Par ailleurs, si on élargit la focale, « **l'autonomie éthique et intellectuelle reconnue au fidèle mais aussi exigée de lui [pourra] évidemment se transposer dans d'autres domaines de la vie intramondaine** », dans l'« **esprit d'entreprise** » par exemple.

Il faut aussi citer le rôle de la Réforme dans le renforcement de la famille nucléaire :

« En autorisant et même en recommandant le mariage des pasteurs, en leur faisant obligation d'être des modèles d'époux et de pères de famille, la Réforme va valoriser la famille nucléaire en en faisant la base de la société civile et de l'Église elle-même, le creuset au sein duquel doivent se pratiquer toutes les vertus chrétiennes et doit se transmettre la foi par l'éducation des enfants, mais aussi un des moyens privilégiés d'atteindre le bonheur au cours de la vie terrestre ».

L'Etat de droit a subi aussi l'influence de la Réforme dans la mesure où celle-ci a poussé à l'affirmation de la souveraineté des États proto-capitalistes, à la séparation du temporel et du spirituel, et au choix de solutions républicaines.

Bührer relève qu'« **il faut porter au crédit de la Réforme une contribution importante à la formation des droits de l'homme** ».

On peut donc dire que Réforme et sécularisation de la société ont partie liée : les pratiques sociales dans leur ensemble se sont autonomisées à l'égard de la sphère religieuse et des Églises.

Dans une certaine mesure même, la Réforme a ouvert la voie à une morale laïque et à une morale sans Dieu.

Bührer va jusqu'à dire que **« par certains aspects, paradoxalement, la Réforme a ouvert une porte sur la sortie de la religion [chrétienne] ».**

Dernière question sur la Réforme : qu'en est-il de ses relations avec la révolution bourgeoise ? La Réforme a eu un côté révolutionnaire, on vient de le voir, mais celui-ci a été largement involontaire, voire inconscient, car, pour le reste, le programme de la Réforme est conservateur.

En effet, sa morale recommande l'obéissance aux autorités politiques et la résignation à l'ordre des choses. Luther condamne sans appel les mouvements révolutionnaires en Allemagne.

Le calvinisme, bien que plus tourné vers des formules "démocratiques", voire républicaines, n'a guère pris part à des expériences révolutionnaires (exception : la révolte des Anciens Pays-Bas contre la Couronne espagnole, dite aussi guerre de Quatre-Vingts Ans [1568-1848]).

« En définitive, dit Bihr, *seules les tendances dissidentes ou radicales de la Réforme (anabaptisme, baptisme, quakers, etc.) ont été pour partie porteuses de revendications "libertaires" et égalitaires, [...] mais il est symptomatique qu'elles aient été partout durement combattues par les orthodoxies luthériennes et calvinistes* ».

En résumé, la Réforme n'a accompagné les révolutions bourgeoises qu'aux 16^e et 17^e siècles, par l'alternative au catholicisme qu'elle proposait, et par le cadre mental adéquat qu'elle fournissait à toutes les forces engagées contre les reliquats du féodalisme, et même aussi contre certains aspects du proto-capitalisme. A partir du 18^e, la Réforme ne joue plus de rôle distinct dans les révolutions bourgeoises, si ce n'est qu'on trouve des traces de ses idéaux dans les déclarations des droits de l'homme américaine et française, ce qui n'est déjà pas rien.

4.2. La culture bourgeoise

Pour évoquer la culture bourgeoise, il faut parler de la Renaissance et des Lumières.

Voici comment Bahr cadre la question :

« Au cours des temps modernes, en Europe occidentale du moins, la bourgeoisie dans son ensemble devient la classe économiquement dominante à la faveur du parachèvement des rapports capitalistes de production [cf. 1^{ère} conf./1^{ère} partie] tandis que, simultanément, elle affirme ses prétentions à devenir la classe politiquement dominante, même si la plupart du temps elle est obligée de partager le pouvoir avec l'aristocratie nobiliaire [cf. 1^{ère} conf./2^e partie]. Il n'est donc pas surprenant de la voir asseoir du même mouvement son hégémonie culturelle, en élaborant une idéologie qui non seulement légitime ses intérêts, ses prétentions et ses projets mais qui, de plus, lui assure la direction intellectuelle et morale de la société dans son ensemble. La Renaissance et les Lumières en constitueront les deux temps forts ».

La Renaissance – Le terme date de Boccace (1313-1375)¹⁶, mais ne s'impose vraiment qu'au mitan du XIX^e siècle avec Jules Michelet¹⁷ et Jacob Burckhardt¹⁸.

La "révolution culturelle" de la Renaissance a eu trois grandes dimensions – artistique, philosophique et scientifique – qui ont produit des effets inégaux :

- Sur le plan artistique, **« elle a brillé de ses feux les plus vifs »**. Technique de la peinture à l'huile, perspective horizontale, renouvellement de la polyphonie en musique, des théories de l'art et des histoires des différents arts, une certaine autonomie de l'art par rapport à la religion et à la politique, un commencement d'« **autonomisation de l'artiste comme auteur individuel de son œuvre** ».

¹⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Boccace>

¹⁷ **Renaissance et Réforme**, 1855-1856.

¹⁸ **La civilisation de la Renaissance en Italie**, 1860.

- Sur le plan philosophique, la Renaissance c'est l'humanisme.

Bihr précise : « **Une sagesse centrée sur l'homme (l'humanité) par opposition à une scholastique centrée sur Dieu, faisant de l'homme la mesure de toutes choses, affirmant sa dignité essentielle (les humanistes multiplient les traités sur la dignité humaine) en développant et exaltant ses capacités créatrices dans les domaines les plus variés [...] ».**

A côté de l'humanisme, la Renaissance est marquée aussi par le naturalisme pour qui « **c'est la nature qui constitue le grand livre** », et qui veut la déchiffrer à l'aide des mathématiques, des sciences empiriques (balbutiantes) et des sciences occultes.

« **En fait**, dit Bihr, **au sein de la Renaissance, humanisme et naturalisme se trouvent souvent présents et mêlés chez les mêmes individus** ».

- Sur le plan scientifique, les avancées de la Renaissance « **seront beaucoup plus modestes et tardives** ».

L'humanisme de la Renaissance a incontestablement ouvert la voie à la Réforme.

Pour Bihr, « **la Réforme n'aura jamais été que la Renaissance appliquée au christianisme, une Renaissance religieuse en somme** ».

La Renaissance est aussi une renaissance de la bourgeoisie. L'Europe occidentale sort de la crise du féodalisme du 14^e siècle, mais aussi de la Grande Peste (1347-1353) et de la Guerre de Cent Ans¹⁹.

La bourgeoisie « **a confiance en son avenir et en sa capacité d'édifier un nouveau monde** ».

¹⁹ Celle-ci s'étend de 1337 à 1453, avec une longue période de trêves entre 1388 et 1411.

La Renaissance va se développer dans les concentrations de grandes villes et de cités-États de l'Italie centrale et septentrionale, de la Flandre et du Brabant. Les plus grands noms de la Renaissance sont issus de la bourgeoisie, mais la noblesse finance beaucoup d'œuvres.

Bühr fait observer que *« la Renaissance est précisément aussi le moment où une culture d'origine bourgeoise (produite et soutenue par des éléments bourgeois, essentiellement diffusée au sein de la bourgeoisie) se met à gagner la noblesse et les princes et à les convertir à des valeurs nouvelles »*.

Certes, la bourgeoisie doit encore *« peindre sa naissance aux couleurs d'une renaissance »*, certes encore, la révolution politique n'est pas pour tout de suite²⁰, mais la révolution culturelle est là, et elle est réussie.

Pour conclure ces réflexions sur la Renaissance, je vous invite à méditer ces superbes lignes écrites par Marx en introduction au **18 Brumaire de Louis Bonaparte** :

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans des conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils sont occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces moments de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de

²⁰ *« Seule exception : la partie septentrionale des Anciens Pays-Bas qui va conquérir son indépendance par rapport à l'Espagne en donnant naissance avec les Provinces-Unies au premier Etat proprement bourgeois ».*

l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté ».

Les Lumières – Les Lumières sont l'autre moment fort de la formation de l'hégémonie bourgeoise sous l'Ancien Régime.

Qu'est-ce que les Lumières ? C'est Kant qui a proposé peut-être la meilleure réponse à cette question :

« Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de minorité dont il est responsable. L'état de tutelle est l'incapacité à se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. On est soi-même responsable de cet état de tutelle, quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre. Sapere Aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières ».

Les Lumières sont une nouvelle conception du monde, une nouvelle *Weltanschauung*. A cet égard, elles sont bien plus cohérentes que la Renaissance. Peut-être moins riches qu'elle sur le plan artistique, mais plus éclatantes sur les plans philosophique et scientifique.

Trois points peuvent être mis en avant : le laïcisme, le rationalisme et l'universalisme :

- Sur le laïcisme, tout d'abord, voici ce que dit Alain Bihr :

« La pierre angulaire de tout l'édifice des Lumières est incontestablement son laïcisme, [c'est-à-dire] l'affirmation de l'autonomie, de fait et de droit, de différents domaines de l'activité humaine à l'égard de toute religion constituée [...] en faisant du libre examen de tout dogme, religieux ou non, un droit inaliénable de la

personne humaine et une condition préalable à toute adhésion ou foi éventuelle ».

Les Lumières sont donc anticléricales : la loi ne doit pas se faire au nom de la foi. Mais elles ne sont pas antireligieuses.

- En deuxième lieu, les Lumières sont profondément rationalistes. Elles mobilisent à la fois la raison critique, la raison pratique et la raison instrumentale.

- o Raison critique :

{ « *Tout passer par l'étamine [et ne loger] rien en sa tête par simple autorité et à crédit* », dit Montaigne dans les ***Essais***.

Il dit cela bien avant les Lumières, mais celles-ci l'invoquent beaucoup. Sur cette question, on pourrait aussi citer Descartes, bien entendu. Les Lumières l'invoquent aussi beaucoup.

- o Raison pratique : c'est la valorisation de la discussion publique pour se mettre d'accord sur la manière de vivre ensemble, ce qui suppose la liberté de pensée et de conscience.

- o Raison instrumentale : la nature est entièrement ordonnée par les lois mathématiques, objectives, universelles et nécessaires, qu'il faut établir par la méthode expérimentale. Ici, il faut citer l'***Encyclopédie*** de Diderot et d'Alembert.

- En troisième lieu, enfin, les Lumières se veulent aussi universalistes (→ leurs propositions théoriques et pratiques ont la prétention d'être valables en tout temps et en tout lieu) et cosmopolites (→ l'homme des Lumières se sent spontanément citoyen du monde).

Ma présentation est un petit peu rapide, évidemment, mais, pour des détails, je vous renvoie, comme d'habitude, à mon abrégé ou à Alain Bihl.

Les Lumières vont élaborer de nombreuses idées neuves. Par exemple : l'opposition entre état de nature et état de société, l'idée de contrat social, la notion de droits naturels, celle de droits de l'homme et

du citoyen, l'idée de progrès (et de décadence), celle de bonheur, la notion d'histoire, celle de civilisation, etc.

Et en plus de toutes ces idées neuves il faut aussi citer le libéralisme :

« Au cours du 18^e siècle, les Lumières débouchent [...] sur les premières ébauches de l'idéologie destinée à dominer toute la scène intellectuelle européenne au siècle suivant, le libéralisme ».

L'école physiocratique accapare l'attention sur le plan théorique dans les années 1750-1770. Adam Smith publie en 1776 son ***Enquête sur la nature et les cause de la richesse des nations***. Le mercantilisme domine encore.

Et le proto-capitalisme dans tout cela ? Quelques exemples.

- Au titre de la sécularisation, il ***« exige et impose l'autonomisation de la sphère économique [...] à l'égard de la sphère religieuse [...] »***. Il veut en finir avec l'interdiction de l'usure, avec l'idéal d'une vie frugale et simple, avec la dévalorisation de la possession des biens terrestres et du bonheur ici-bas, avec la multiplicité des jours fériés...

- Au titre de la rationalisation, il met au point la comptabilité (qui rabat l'infinie diversité du donné phénoménal sur son essence mathématique) ; il améliore l'arpentage des terrains, les plans urbains ; il introduit les horloges publiques ; il impose la contractualisation généralisée des relations sociales.

- Au titre de l'universalisme/cosmopolitisme, il persiste dans l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe.

- Au titre du progressisme, la bourgeoisie exalte son mouvement ascendant, tant au plan économique que social. Ses progrès promettent un avenir radieux à l'humanité.

- Au titre du libéralisme, elle s'abandonne en toute confiance à la ***"main invisible"*** du marché.

Bref, le proto-capitalisme va s'inscrire pleinement dans l'idéologie des Lumières. A vrai dire, proto-capitalisme et Lumières sont deux faces d'une même réalité qui en comportent d'autres.

Il faut donc dire que la modernité est un processus global complexe, indissociablement économique, social, politique, idéologique et culturel.

J'en viens maintenant à un thème qui va me rapprocher de la question de l'individualité assujettie que je vais aborder pour finir : les Lumières ont aussi été un mouvement pratique et concret, avec des médiations sociales et des médiations matérielles qui ont été un facteur de consolidation de la subjectivité et de l'hégémonie bourgeoises.

- La subjectivité et l'hégémonie bourgeoises se sont affirmées et renforcées à travers des médiations sociales diverses et variées : académies, sociétés savantes, salons, clubs, cafés, cabinets de lecture, loges maçonniques, etc.

{ À l'étage supérieur, ajoute Bihr, on trouve « **le développement d'une correspondance à la fois étendue et régulière entre les principaux concepteurs et défenseurs des Lumières** ».

Parmi ces concepteurs et défenseurs des Lumières, on peut citer les correspondances de Érasme, Bacon, Leibniz, Diderot, Voltaire. Il y en a beaucoup d'autres. Elles sont citées, partagées, commentées dans les divers réseaux secondaires que je viens de mentionner, et cela va donner lieu à la formation de ce que l'on appelé une *République des lettres*, qui, au 18^e siècle, évoluera vers une *République des lettres et des sciences*.

- La bourgeoisie a aussi pu s'appuyer sur des médiations matérielles : l'imprimerie, le mouvement encyclopédique, les dictionnaires, les gazettes, les journaux.

{ Ces médiations sociales et matérielles contribuent à la « **constitution d'un espace public, intermédiaire entre la société civile et l'Etat [...] mais aussi** ».

espace de consolidation de ce qu'on commence à appeler l'opinion publique au 18^e siècle ».

Les Lumières eurent aussi leurs limites : l'astrologie, la magie, l'alchimie, l'ésotérisme, le racisme social, le conservatisme politique. Ces limites sont celles de la bourgeoisie de l'époque.

Un temps viendra, bien sûr, ^si je peux me permettre un saut bref en dehors de mon sujet, -où la bourgeoisie rejettera les Lumières. Quand viendra la révolution industrielle, au 19^e siècle, alors solidement installée aux commandes de l'Etat, la bourgeoisie reniera l'héritage des Lumières, mais qui sera recueilli par le mouvement ouvrier. Mais ceci est une autre histoire.

Voilà pour ce bref panorama de la culture bourgeoise.

4.3. L'individualité assujettie

Comment le capitalisme en arrive-t-il à produire une individualité assujettie ? Marx décrit comment les choses se passent dans les sociétés précapitalistes :

« Bien que les rapports soient de caractère personnel, les individus n'entrent en relation mutuelle que sous une forme sociale déterminée, en tant que seigneurs et vassaux, propriétaires terriens et serfs, membres d'une caste, citoyens d'un Etat, etc. ».

Retenons, pour résumer ce que dit Marx, que dans les sociétés précapitalistes les individus sont dans des rapports de dépendance personnelle. Marx continue :

« Dans les rapports monétaires et dans le système d'échange développé (et la démocratie renforce cette apparence), les liens de dépendance personnelle se rompent et tombent en pièces ainsi que les différences de race, de culture, etc. ; les liens personnels deviennent une affaire personnelle. Les individus sont

libres d'entrer en heurt et d'échanger dans un climat de liberté [...] ».

Autrement dit, d'un stade à l'autre, les individus sont passés d'une situation de dépendance personnelle à une situation d'indépendance personnelle (« *Les individus sont libres d'entrer en heurt et d'échanger dans un climat de liberté* »). Mais, dit Marx, cette nouvelle situation est largement illusoire. La fin de la phrase de Marx, que j'ai volontairement omise dans la citation précédente, est celle-ci :

« [...] Les individus sont libres d'entrer en heurt et d'échanger dans un climat de liberté ; ils semblent indépendants (cette indépendance n'est d'ailleurs qu'une illusion, et il serait plus juste de parler d'indifférence) ».

En fait, immédiatement après avoir suggéré l'idée d'indépendance personnelle, Marx la corrige et introduit celle d'indépendance/indifférence.

Voici la synthèse d'Alain Bihr :

« Si cette indépendance personnelle est pour une part illusoire, c'est que les individus tombent simultanément sous une commune dépendance à l'égard du mouvement de leurs propres produits devenus autonomes en face d'eux sous forme de marchandises, d'argent et de capital [...]. Autrement dit, à des rapports [...] de dépendance [personnels] se sont substitués des rapports de dépendance impersonnels et réifiés ».

L'idée d'indépendance personnelle est donc une illusion, une apparence, à laquelle la démocratie ne contribue pas peu d'ailleurs. Derrière ou en-deçà de cette apparence, se situe une autre réalité, celle de la dépendance impersonnelle.

Cette dépendance impersonnelle signifie que nos vies sont dominées, désormais, par des abstractions : l'indice des prix, le taux de croissance, le taux d'intérêt, la dette publique, etc. Au nom de ces abstractions, les gouvernements sabrent dans les budgets, les entreprises licencient.

Bihr définit l'individu assujetti par le cocktail "*indépendance personnelle-dépendance impersonnelle*".

- Au titre de (l'apparence de) *l'indépendance personnelle*, il faut que les individus deviennent des *in-dividus*, c'est-à-dire des résidus ultimes, indivisibles, insécables. Ces in-dividus insécables sont également supposés être autonomes, indépendants à l'égard des autres, émancipés à l'égard des traditions, des coutumes, des modes habituels d'agir et de penser. L'individu assujetti a une capacité de penser, de décider et d'agir par lui-même, de se fixer à lui-même ses propres buts et ses règles d'existence. Il est autocentré et autoactivé.

- Ces réquisits de l'indépendance personnelle se trouvent renforcés par les mécanismes de la *dépendance impersonnelle* :

- o par le marché, qui met chacun en concurrence avec chacun ;
- o par la société civile, qui envisage les individus d'abord et avant tout sous l'éclairage de la propriété ;
- o par le droit, enfin, qui ne connaît que des administrés et des citoyens, c'est-à-dire des individus toujours déjà engrenés dans des organisations ou des procédures ou des systèmes de valeurs englobants.

Au total, les mots-clés de l'individu assujetti deviennent : initiative, imagination, innovation, hardiesse, goût de l'aventure et du risque, esprit d'entreprise, proactivité, démarche de projet.

Le problème est que l'illusion est au bout de la route, et en premier lieu pour l'immense majorité des individus promise au prolétariat, mais aussi – au vrai – pour tout le monde, puisque nul n'échappe au système des rapports sociaux marchands et de leurs résultats opaques (taux de profit, balances commerciales et de paiements entre États, etc.).

L'émancipation se retourne nécessairement en aliénation.

Sur ce thème de l'individu assujetti, je vous renvoie une fois de plus à mon abrégé et/ou à Bihl lui-même.

Conclusion

Le moment est venu de conclure ces deux conférences sur la formation de l'hégémonie bourgeoise entre la mi-15^è et la mi-18^è.

Il s'agissait de montrer trois choses :

- Le « *parachèvement des rapports capitalistes de production en Europe occidentale au cours des temps modernes* »,
- « *L'emprise croissante de ces mêmes rapports sur l'ensemble des sphères de la pratique sociale* »,
- Et les « *bouleversements majeurs des structures et pratiques sociales, politiques et culturelles des formations ouest-européennes* ».

Sous tous ces aspects, la période proto-capitaliste est ambivalente. C'est une période transition : un monde nouveau (le capitalisme) naît difficilement des ruines d'un mode ancien (le féodalisme).

Par exemple :

- La proto-industrie combine procès de travail automatisés et manufacture, voire même artisanat ;
- La monnaie commerciale et la monnaie bancaire émergent, mais le système monétaire reste métallique ;
- Les politiques mercantilistes œuvrent au mûrissement méthodique des conditions capitalistes de production, mais dans le cadre de conceptions archaïques de la richesse (thésaurisation) et de la vie économique (jeu à somme nulle) ;
- Ordres et classes cohabitent sous des formes sans cesse renouvelées, entre une noblesse qui épouse son temps tout en

maintenant ses privilèges et une bourgeoisie qui cherche à accéder à la noblesse ;

- L'Etat s'appuie sur un bloc au pouvoir clivé entre aristocratie nobiliaire et grande bourgeoisie marchande et d'Etat ;

- La Réforme met fin au monopole religieux de l'Église catholique « ***tout en renouvelant et renforçant l'emprise de la religion sur les sociétés européennes par la laïcisation de ses structures ecclésiales et l'individualisation (intériorisation) de sa pratique de la foi*** » ;

{ « ***Partout, à tous les niveaux, c'est le règne du double, de l'ambivalence, de l'ambiguïté, de l'ancien qui n'en finit pas de mourir et du nouveau qui peine à naître*** ».

Enfin, il faut insister particulièrement sur le rôle de l'Etat. Contrairement à la légende libérale, -et sans du tout dire non plus que le proto-capitalisme est l'œuvre de l'Etat, -il faut affirmer deux choses :

- D'une part, l'économie de marché n'est pas « ***inscrite dans les tréfonds de la nature humaine*** », elle n'est pas naturelle ;

- D'autre part, l'économie de marché ne se développe pas spontanément « ***dès lors que tous les obstacles à la libre entreprise [...] ont été écartés*** ». L'Etat a ici un rôle majeur à jouer pour accompagner et favoriser la dynamique proto-capitaliste.